

# le 05 février, manifestation et grève

## Toutes et tous ensemble

### pour faire céder le gouvernement

Des centaines de milliers de personnes sont mobilisées depuis le 17 novembre. A cette mobilisation, le gouvernement répond par une répression brutale et l'organisation d'un « grand débat ».

Si le grand débat est hypothétique, la répression est bien là :

- plus de **5400 gardes à vue** avec comparution immédiate et souvent prison ferme...
- des centaines de manifestant-es blessé-es par les forces de l'ordre (lacrymogènes, grenades de désencerclement, tirs de flash-ball à hauteur de visage...).

La stratégie est claire : gagner du temps et discréditer le mouvement, en espérant qu'il s'essouffle.

Pour **SUD CT31** la question de la répartition des richesses est au cœur des revendications posées par les gilets jaunes. Ces revendications sont celles de l'ensemble des salariés du privé et du public :

- Des services publics pour tous sur tout le territoire, avec embauches de fonctionnaires.
- Dégel du point d'indice des fonctionnaires et augmentation des salaires.
- Nationalisation des entreprises ayant des missions de services publics
- Hausse du smic, des retraites et de tous les minimas sociaux.
- Fin des statuts précaires pour tous les métiers.
- Justice fiscale (Suppression de la CSG, retour de l'ISF, progressivité de l'impôt, Suppression de la TVA sur les produits de première nécessité, répression efficace de la fraude fiscale...)
- Annulation du CICE
- Santé gratuite pour tous
- Abrogation des dernières lois travail.
- Abrogation de Parcoursup et de la Réforme du lycée (réforme Blanquer).
- Annulation de la hausse des frais d'inscription à l'université pour les étudiant étrangers.



Les bénéfices des grandes entreprises sont indécents (+9,3% pour 2017) alors qu'elles licencient, paient de moins en moins d'impôts (-6,4% pour 2017) n'investissent pas et gavent les actionnaires. Les services publics subissent de plein fouet les effets de cette situation.